L'ABEILLE.

Journal officiel du Gouvernement, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ PAR J. SOLLOMAN.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 20 OCTOBRE 1836.

POUR PRESIDENT
M. VAN BUREN.
POUR VICE-PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que mon seul amour vienne de la population entière des Etats-Unis, comprenne bien à présent que, si la faveur de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfaite, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrai la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1re. DISTRICT.....	J. B. PLAUCHÉ.
2me. DISTRICT.....	T. W. SCOTT.
3me. DISTRICT.....	T. LANDRY.
4me. DISTRICT.....	A. MOUTON
5me. DISTRICT.....	P. E. BOSSIER.

ASSEMBLEE VAN BURENISTE.

Les amis de MARTIN VAN BUREN sont respectueusement priés de se rendre à une assemblée publique qui aura lieu à la Salle de Bal de Davis, rue d'Orléans, Samedi 22 du courant, à 7 heures p.m. pour nommer des comités et prendre les arrangements nécessaires avant la prochaine élection présidentielle.

J C De St. Romes,	Jerome Bayon,
Louis M Goods,	Robert J Ker,
Samuel Ker,	Charles Bayon,
J B Plauché,	H Pettipain,
Bernard Marigny,	E Planchard,
P F Smith,	Modeste Lefebvre,
S W Oakey,	C N Delery,
D C Ker,	F P Duconge,
H B Genas,	Alfred Hennen,
E A Canon,	James Rees,
Gustave Le Gardeur,	John J Ker,
W E Kennedy,	John Wilcox,
P J Tricou,	Jos H Caldwell,
Paul Bertus,	José Prats,
Gaston Brulé,	Francisco Ruiz del Hoyo,
Louis Barbarin,	J B Lamothe,
R A Lefebvre,	Harvey Ngton,
G Montamat,	James Rose,
John Mullins,	Charles Dimond,
M McDougall,	U Wale,
J Berry,	Francis Bell,
E Johns,	Benjamin F West,
John Duncan,	S S Slack,
James McHenry,	P Summers,
Salvador Prats,	Erastus Wells,
J Lamothe,	Wm Barkley,
Jonathan Davis,	G W Bennett,
J Wilcox Tio,	J W Collins,
Gilbert Morris,	A C Hyde,
J J Hall,	Theodore Meeks,
J V Wale,	E Duncan,
Michael Kearney,	J S McFarlane,
Martin H Devereux,	Rop Tankasley,
J B Labatut,	P Ryan,
C G De Armas,	Charles Armstrong,
Horsate Andry,	Daniel Murphy,
M S Cucullu,	Nicholas Hoey,
W Bogart,	J B Mullen,
J M Kennedy,	E Stinson,
H Pedescleaux,	James Ross,
W F C Duplessis,	G G Stoever,
J J Mercier,	Maunael White,
Louis Allard,	H Locket.

Mr. GALIEN PREVAL sera soutenu par un grand nombre de votans du 4me. District, pour représenter ce district, en remplacement de Mr. U. Bouligny, démissionnaire.

Les soins que nous apportons à offrir à nos lecteurs la traduction correcte des débats du congrès général de Mexico sur la grande question du commerce projeté entre cette république et son ancienne métropole, absorbent tellement nos momens, qu'il nous a été impossible depuis trois jours de suivre la partie éditoriale et politique de notre journal avec autant d'assiduité que nous avons, prédemment, coutume de le faire.

Le sujet que nous présentons au public est un de ceux qui par leur nature méritent d'attirer l'attention immédiate, non seulement du commerce mais encore du gouvernement des Etats-Unis. En effet : si l'on réfléchit murement sur l'esprit de cette partie des débats que nous avons déjà publiés, on s'apercevra facilement que, des deux choses l'une, ou le Congrès de Mexico va de bonne foi dans cette question, c'est-à dire qu'il ne considère que les bénéfices qui résulteront à la nation d'un commerce direct avec la mère patrie—commerce qui tendra à diminuer considérablement la valeur actuelle des marchandises importées de la *Péninsule dans ce pays par les bâtimens de la* marine marchande de France d'Angleterre et de l'Amérique du Nord, (on pourrait même ajouter ceux du royaume des deux Siciles et de la Hollande,) ou bien il se ment à lui même, il ment à la nation qu'il représente, au monde entier enfin, en cachant sous des dehors commerciaux ce qui n'est dans le fonds qu'un projet politique de réunir le territoire mexicain à celui d'Espagne.

Fidèle à la promesse que nous avons faite hier, nous ne toucherons cette question que lorsque nous aurons achevé de publier la totalité des débats : alors il nous sera permis de nous étendre autant que nous desirons le faire ; alors aussi il nous sera peut être donné de tracer une esquisse abrégée mais fidèle de cette politique entortillée que suit le gouvernement mexicain depuis la chûte de l'empereur Iturbide. Alors enfin on pourra comprendre, quoique nous les ayons expliqués en partie depuis long-tems, les raisons qui nous font *soutenir la cause des Texiens dans leur lutte* actuelle avec le Mexique.

Nous promettons beaucoup : tiendrons nous à nos engagemens ? Cette question sera plus tard décidée par un public impartial.

On a reçu à Charleston des nouvelles de Key West du 30 septembre, qui donnent les informations suivantes :

Dans l'affaire de la barque Dorothy, capitaine Foster, 50 pour cent ont été alloués pour le sauvetage, et ceux qui ont aidé à décharger la barque ont été mis hors de cour après une réprimande.

La cargaison du brick Hellen Augusta, parti de New-York pour ce port, dont nous avons annoncé le naufrage, devait être vendue le 5 octobre.

Le brick Athalia, capitaine Totten, parti de Philadelphie pour la Mobile, s'est échoué sur les Tortugas le 21 sept et a été assisté par un bâtiment de sauvetage. Le capitaine a laissé le navire à l'ancre La prime de sauvetage allouée est de $1500.

Les troupes des Etats-Unis qui se trouvaient à Key West, se sont embarquées le 24 sept. par ordre du gouverneur Call, sous le commandement du sous-lieutenant Belvard, à bord de la goelette Lewis Jones, pour St. Marks, afin de se joindre à l'armée engagée dans la guerre des Seminoles.

L'Enquirer de Key West du 17 septembre dit que le cutter des E. U. Dexter, capitaine Rudolph, est parti de Indian Key le 15, pour Tampa bay, et que les habitans se trouvent en conséquence sans protection.

CONGRES GENERAL DE MEXICO.

SEANCE du 27 août 1836.

Débat sur la question de suspendre les hostilités avec l'Espagne et d'ouvrir les ports de la république au commerce de cette nation sur des bases de réciprocité.

(Suite et fin du discours du ministre de la guerre.)

"Il y a long-tems, et vous devez très bien le savoir, Messieurs, que la lutte entre l'Espagne et les nouvelles républiques hispano-américaines est purement nominale. En effet, cette nation possède dans le sein du golfe du Mexique la plus puissante des Antilles, la florissante île de Cube, et de là, elle aurait pu occasionner de grands préjudices à notre commerce, ou du moins obliger notre gouvernement à tenir sur mer une flotte assez forte pour le faire respecter. Il n'en fut pas ainsi cependant, et depuis plus de quatre ans toute hostilité a été suspendue. Pourquoi-donc, Messieurs, de vous chercher fait qui m'est personnel et qui prouvera la vérité de ce que j'avance. En 1831, lorsque je revenais des Etats-Unis où j'avais été envoyé en mission par notre gouvernement, je sortis du fleuve Mississipi sur un bateau à vapeur avec le pavillon mexicain, en même temps qu'un brick de guerre espagnol nommé le S. Christobal ; je regardai comme point que l'on nous dénoncerait à M. Havane et que pour moi, comme employé au service du ministère, je serais dans le fort More ; mais loin de cela à peine le commandant du brick espagnol eut-il aperçu que l'on parlait espagnol à notre bord, qu'il nous fit apporter des rafraîchissemens, et nous le remerciâmes de la manière la plus cordiale, et nous nous séparâmes sans qu'il y eut eu aucune marque d'hostilité. Ceci se passa, Messieurs, à une époque où l'implacable roi d'Espagne aurait puni comme délit sévère politique qu'on nous fit faire.

"Mais quelles sont, le demanderai-je, les hostilités que nous fait l'Espagne ? Quelles nous exige-t-on que nous lui faisons à notre tour ? Il n'en existe aucune. La Reine Régente, en ouvrant les Cortès en mars dernier, manifesta soudain de vouloir reconnaître notre indépendance et la Chambre des Procérès, aussi bien que celle des Procureurs, dans leurs réponses au discours du trône exprimèrent l'identité de leurs sentimens au sujet d'une lutte (que l'on n'ait malheureusement que trop prolongée. Tel est, Messieurs, l'exposé succinct du véritable état de choses ; j'ai voulu qu'il me servit d'exorde pour prouver plus tard la convenance de la mesure proposée par la commission.

"Il est illusoire, Messieurs, de démontrer que l'état de paix convient mieux aux intérêts que celui de guerre. La guerre entraîne avec elle des pertes et des préjudices immenses : l'incertitude des succès produit l'incertitude de la marche politique, souvent alors les peuples nouveaux qui n'ont pas encore pu étendre et approfondir les racines et leur affermissement civile. A ces considérations générales, s'ajoutent, pour nous, une infinité d'autres qui nous font une nature spéciale. L'harmonie une fois rétablie entre les nouvelles républiques américaines et leur ancienne métropole, les habitudes qu'un pareil nombre d'années n'a pu effacer, les rapports que chaque jour amènera, les habitudes dont a pris son Excellence le Ministre, tout cela fait que l'on ne peut douter de la bonne intelligence qui régnera entre les deux nations. Ainsi nous voyons que malgré même les lois qui prohibent les denrées et les marchandises d'Espagne, dans tous nos marchés, on ne s'aperçoit pas de magasins et on trouve une prodigieuse abondance. Les mêmes que réclament l'état de guerre sont précisément ceux qui font le plus de fraudes à nos douanes, et qui paient le moins. Qu'on nous permette donc d'anticiper l'idée carressante que le jour viendra où nous aurons les Espagnols pour nos meilleurs amis. Ce ne sont pas des suppositions que je fais ; ce résultat est infaillible. Il n'y a pas de raison pour que ce qui s'est passé chez les autres peuples, lorsqu'ils se trouvaient engagés dans une lutte semblable, n'ait pas lieu chez nous. L'inconstance de la Grande Bretagne à voir avec surprise les affections cordiales qui y régnent entre les Anglais et les Américains. On peut dire que dans ce pays, c'est un titre de recommandation que d'être né dans la Grande-Bretagne. Telle est la force des intérêts véritables : telle est aussi celle de certaines relations qui peuvent s'affaiblir, mais jamais s'éteindre.

"L'opinion du gouvernement est bénévole envers l'Espagne, parceque la conduite de l'Espagne est bénévole à notre égard. Le gouvernement ne penchera it jamais pour que l'on adoptât la moindre mesure qui put causer un détriment à nos droits ou porter atteinte à notre honneur national. Et si le decret en question venait à être adopté et parfa ite expédié, le gouvernement, enfin, ne ferait rien qui fut capable de diminuer la dignité de la république. Celle-ci se fit libre par ses propres efforts ; elle saura conserver son indépendance à quelque prix qu'il en coute. "Elle se repose pour cela sur la valeur d'une armée belliqueuse et elle compte aussi sur l'adhésion unanime de ses fils pour la plus sainte des causes Ce n'est pas la crainte qui l'engage à rétablir ses relations : des pères et des fils doivent vivre en frères pour leur bénéfice commun. La leçon que nous avons donnée n'est pas perdue pour le monde. Lorsqu'on nous vit, dénués de tout secours humain, entreprendre une lutte avec la seule aide de la Providence. Nous revenons à la paix après avoir fait preuve de notre valeur pendant la guerre. Rien d'ignoble ne nous a conduit à rendre justice pour justice et générosité pour générosité.

"Mais si la calomnie cherchait à attribuer notre conduite à des motifs pervers nous repondrions par nos propres faits qui ne sont pas effacés de la mémoire. "*Celui qui fait la loi lorsque la guerre manifeste son opinion et déchaîné au farcer contre l'Espagne.*"—Mais les présomptions passent et vient enfin le jour de la justice et de l'équité pour les nations Une guerre éternelle ne saurait exister qu'aux enfers, où ceux qui s'y trouvent plongés pour le châtiment de leurs crimes sont condamnés à un désespoir, à une rage éternelle. Heureusement que rien de semblable n'a lieu parmi les hommes et les nations : ils peuvent se plaindre les uns des autres, se battre temporairement ; mais leurs propres trophées les fatiguent et les appaisent. Ne fléchissons pas avec pusillanimité devant le mensonge et la calomnie. A des accusations injustes opposons notre volonté pour l'Indépendance de la patrie. Lorsqu'enfin on renonce à toute lutte et que nos droits sont reconnus, nous ne pouvons nous obstiner à vouloir de la guerre. L'Espagne nous dit : "*Je veux être votre ami*;" Sachons accepter la main qu'elle nous tend; en agissant ainsi, nous assurerons le bonheur de la Patrie."

La proposition étant déclarée suffisamment discutée, la question fut posée de savoir si l'on voterait sur l'ensemble général du rapport et du décret : ce qui fut décidé dans l'affirmative par 64 votes ; savoir : MM. Ahumada, Alpuche, Anzorena, Arce, Arrillaga, Barajas Barrio, Becerra, Bermucos, Bezares, Blanco, Bravo, Bustamante, Castillo, (D. Demetrio), Cervantes, Cortazar, Cuevas, Cumplido, Echauri Elizalde, Esparza, Gallo, Garcia Conde, Garza Flores, Gomez (D. Felipe), Guerrero, Guimbardo, Horcasitas, Huarte, Larrazaga, Malo, Medina y Madrid, Mendizabal, Michelena, Miranda, Monasterio, Monter, Monterde, Morales, Moreno, Cora, Movellan, Muris, Ojeda, Paseco co Leal, Pacheco (D. Miguel), Parres, Patiño, Partugal, Quintero (D. Antonio), Ramirez, Régules, Rivero, Romo, Ruiz, Salgado, Tagle, Valdés (D. Antonio,) Valentin, Vegno, Victoria, Villamil, Irazabal et Irigoyen; contre—MM. Carillo, Echeverria, Montoya & Pelao.

L'article unique du decret étant soumis à la discussion, Sr. Exaltation dit : Je m'oppose à la rédaction de l'article, parceque la substance mon opinion est bien claire d'après le vote affirmatif que j'ai donné sur l'ensemble du rapport. Cet article ne peut pas être sanctionné, puisqu'il dit : *Les hostilités cesseront ou seront suspendues.* Cette redaction enveloppe une fausseté de fait : car, de quelles hostilités parle-t-on ? Cette fausseté paraît d'autant plus palpable après l'aveu ingénu du ministre de la guerre. Il a dit que notre lutte n'a été que purement nominale ; nos hostilités ne se réduisent à rien littéralement. Ne serait-il pas inconvenant et ridicule même de dire que des hostilités purement nominales ont été suspendues ? Que l'on supprime donc cette clause et le decret en sera plus clair et plus intelligible, il en aura même un caractère plus généreux. La clause d'hostilités enveloppe une espèce de restriction ou plutôt un souvenir odieux de l'état de guerre, dont il n'est fait aucune mention dans le decret d'Espagne qui vient d'être lu.

Pesphre que, d'après ces raisons, la commission consentira à changer la rédaction. Je prendrai donc la liberté de proposer le substitut suivant : "**Jusqu'à ce que les négociations pendantes avec l'Espagne aient été définitivement réglées, le gouvernement pourra, dans l'intervalle, admettre dans les ports de la République les batimens de cette nation.**"

Sr. MICHELENA : L'objection que l'on vient de faire à la rédaction de l'article consisterait en ce qu'il y aurait quelque chose de faux, "puisqu'il n'existe aucune hostilité avec l'Espagne. Et si de semblables hostilités n'existent pas, comme l'a fait observer l'organe du gouvernement, on ne peut pas proposer de les faire discontinuer." Les hostilités n'existent pas de fait, mais bien de droit. D'un autre côté, il se trouve une équivoque dans les argumens du préopinant : les hostilités se font de différentes manières ; non seulement à coups de fusil, mais encore par la prohibition ou la restriction du commerce : nous allons nous occuper de celles-ci. C'est une hostilité que de priver un peuple du commerce d'un port, parce qu'il en résulte un préjudice, et ce n'est que ce préjudice que l'on veut suspendre.

En outre, comme je l'ai dit, les hostilités existent de fait ou de droit.—De droit, il y a une déclaration de guerre avec l'Espagne, de fait, il n'y a pas de guerre. Supposons par exemple que le commandant du brick dont a parlé son Excellence le Ministre eut été accueilli et traîtreusement par un consul de guerre d'Espagne, avec toute l'assurance possible nous pouvons affirmer qu'il y aurait été condamné. Et que prouverait la conduite de cet officier ? Qu'il avait pleine confiance dans l'opinion publique de l'Espagne ; de sorte que quelque les gouvernemens aussent dit : faisons la guerre, la voix du peuple, soit dans la Péninsule, soit au Mexique avait répondu : Ne la faisons pas. Les deux navires se rencontrèrent sous de pareilles auspices, et, au lieu de se guerroyer, ils ont préféré se porter cartel.

Le commerce que l'on a fait par Yucatan a été fortif ; il eut lieu cependant, parceque l'on ne pouvait faire autrement. Il existe mille enchaînemens entre le commerce de la Havane et celui de Yucatan ; mais de quelque manière qu'il ait été conduit, il n'en est pas moins vrai que *ce commerce* n'était que de fait et non pas de droit ; et c'est de quoi il s'agit maintenant de sorte que, ce décret une fois rendu, et un de nos navires rencontre un bâtiment espagnol, rien seulement n'empêche lui reconnaissance aucun titre, mais encore il lui donnera de l'aide si on le lui exige, et il ne nous sera pas permis d'accuser le capitaine, mais nous devrons lui dire : "tu a bien fait." Et au contraire on blâmerait cette valeur mieux. L'*armure du héros* !.... Dans les rangs ennemis qu'à l'instant on la lance ! Et de qui l'y prendra qu'elle orne la veille ?

C. LEDOUX.

DERNIERES DATES.

Boston.....	29 sept	Vera Cruz.....	1 sept
New York.....	4 oct	Mexico.....	7 sept
Philadelphie.....	5 oct	Londres.....	24 août
Baltimore.....	1 oct	Liverpool.....	26 août
Washington.....	6 oct	Paris.....	24 août
Charleston.....	8 oct	Havre.....	24 août
Havane.....	1 oct	Bordeaux.....	14 août

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 19 OCTOBRE.

VENTES DE COTON.

1200 balles Mississipi,		
560 " do	} les prix inconnus	
265 " do		17½
16 " do		17½
87 " do		17½
40 " do		17½
251 " do		17
51 " do vieux		13
136 " Louisiane, les prix inconnus		
2756		

VENTES D'ACTIONS.

PHILADELPHIE, 6 Oct.

50 actions de la Banque des Etats-Unis (38 payé) 104
231 " " " 115

NEW YORK, 3 Oct.

307 actions de la Banque des Etats-Unis, 119 à 119½
70 " Banque du Kentucky, 100

PHILADELPHIE, 3 Octobre.

COTON.—L'approvisionnement a été augmenté de 601 balles par un arrivage de la Nile. Orléans. Le marché a été très calme et les demandes très limitées. Les transactions de la semaine se montent à 246 balles de 17 à 17½ cents. 40 balles de coton récemballées ont été vendues à l'encan de 8 à 8½ cents la livre.

CHARLESTON, 8 Octobre.

Coton.—La demande pour les Uplands de la nouvelle récolte, a été très active pendant la semaine dernière, mais seulement dans les premières qualités.—Près de 900 balles ont été vendues de 13½ à 16½ cents, et deux lots de 73 balles de premier choix à 20 cents ; 214 balles d'ancienne récolte ont été vendues de 13 à 16 cents, et 75 balles de choix à 17½ cents ; notre approvisionnement de la nouvelle récolte est très faible, et arrive lentement. Nous n'avons encore reçu aucun coton long soie de la nouvelle récolte ; environ 50 balles de l'ancienne se sont vendues, 50 balles fin de 45 à 50 cents, et 25 balles extra fin audessus de nos plus hautes quotations.

Riz.—Il y a eu une demande active pour cet article, et il n'est est vendu 1000 barils pendant la semaine, d'après nos prix ; les principales ventes ont été de 2 1-2 à 3 1-16 ; et environ 100 barils à 3 3-4.

Farine.—Nous n'avons pas reçu cette semaine, et nos importeurs sont presque dépourvus de cette article ; mais, comme les boulangers paraissent être approvisionnés nous ne rapportons pas de changement dans le prix.

BALTIMORE, 1er Octobre.

Café.—Les ventes sont en très petites parties de St Domingue à 11 11 1-2 à 12 1-2c, et Laguyra à 12 1-2 cents.

Coton.—Ventes de Uplands, comme, à 16½ cts.

Maïs.—Dans le commencement de la semaine, des ventes de maïs blanc ont été faites de 90 à 100 cents ; mais depuis lors le prix a tombé à 95 et 97 cents.

Farine.—Howard street ; les arrivages continuent à être très faibles, et les transactions dans les magasins sont analogues, pour la consommation seulement, le prix dans les magasins est de 99 50—sur les wagons de 9 à 9 25.

Farine de City mills ; des ventes de petites ont été faites pendant la semaine à 9 9 ; les détenteurs en demande ce prix aujourd'hui.

Sucre.—Le cargaison du brick Indus, venant de St. Johns, Porto Rico, s'est vendue aujourd'hui à l'encan, comme suit : 152 boucauds de 99 40 à 10 65 ; 12 barriques de 9 60 à 10 ; et 119 barils de 10 25 à 10 30 ; des ventes à l'amiable des sucres de St. Croix et de la Barbade ont été faites à 9½ ; nous rapportons une vente de sucre en pain ce. 2 à 15 1-2 cents.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

MERCREDI, 18 OCTOBRE.

Navire Crescent, Nesbitt, New York.
Harrison, Brown & Co.

Arrivés.

MERCREDI, 19 OCTOBRE.

Bateau de remorque Pacific, Martin, des Passes, avec le navire Havre, les bricks Paragon et Pleiades.
Navire Havre, McKown, de Baltimore
Brick Pléiades, Lowell, de Philadelphie
Brick Paragon, Butler, de Thomastown
Bateau à vapeur Arkenaw, Hoess, de Cincinnati
Bateau à vapeur Commerce, Mahé, de Baton Rouge
Oceanne, Baltahover, de St Louis
Leonidas, Coulter, de Mobile

MEMORANDA.

Expédié à Philadelphie pour ce port, 4 oct. navire Grace Brown, Higgins ; nouvelle barque Ella Hand, Mahon.

Arrivé d'ici à New York, 3 oct. navire Arkansas, Dennis, 23 jours ; navire Ohio, Tubbs, 20 jours ; nav. Mississipi, Hall.

Partis de New York pour ce port, 3 oct. navires Patriot et Ferax.

En charge à Rio Janeiro, pour ce port, 2 sept. navire New London, Shunway

Parti Ellen Augusta, de New York pour la Nouvelle Orléans, s'est échoué sur la barre de Sable, le 4 sept. Sa cargaison, consistant en café et marchandises, a été sauvée. Le batiment a été amené à Key West et condamné.

Parti d'Alexandrie pour ce port, 1er oct. brick Isaac Franklin, Smith.

Les navires North Star et Chester étaient toujours en charge à Philadelphie pour ce port.

☞ Nous appelons l'attention des spéculateurs sur la vente de 300 LOTS, situés près du Séteur, au-dessus de cette ville, qui doit avoir lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse, par les ministères de MM. Barnett et Dominique, encanteurs publics. On se souvient à cette propriété le nom de *Hancock-ville*, en mémoire du premier signataire de l'Indépendance américaine. La qualité supérieure de ces terres doit les faire rechercher pour la culture du jardinage d'autant plus que celle peut compter sur la vente d'un ordre de vente, rendu par l'honorable Cour des Preuves dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, Etat de la Louisiane, dans l'affaire de Antoine Foucher Senr. contre les héritiers de sa femme décédée, pour opérer un partage entre les dits héritiers, il a été procédé par le shérif de la paroisse d'Orléans, le quatre janvier mil huit cent trente six, à la vente publique, à l'encan, des propriétés foncières ci-après décrites, et qu'à la dite vente le nommé Jean Dunn, comme acheteur a fait une enchérissure de 950 piastres, laquelle dite dites propriétés pour le prix de trois mille neuf cent soixante quinze piastres, payable dans un, deux et trois ans de crédit, laquelle somme de trois mille neuf cent soixante quinze piastres le shérif reconnait avoir reçus en six billets endossés par Charles Hafferman.

Description des propriétés d'après le Transfert Judiciaire.

Trois Lots de Terre numérotés vingt huit, vingt neuf et trente et un, de l'Ilet numéro onze, au faubourg Santé, composés entre les rues Duplantier, de l'Annonciation, Bartholomi et Constance, mesurant chacun vingt quatre pieds, neuf pouces chez lignes de face à la rue Duplantier, sur cent vingt sept pieds, dix pouces cinq lignes de profondeur.

A ces causes, toutes personnes qui ont ou pourraient avoir quelques réclamations contre les lots de terre ci-dessus décrits, en conséquence d'un défaut de forme dans l'ordre, le décret ou le jugement de la cour, ou dans duquel la vente a été faite, ou de toute autre irrégularité ou illégalité dans l'estimation, l'avis ou la vente et le mode de la vente ou pour toute autre cause quelconque, sont par les présentes citées d'avoir à déduire dans trente jours à dater de la publication du présent avis dans les papiers publics, les raisons pour lesquelles la vente ainsi faite, ne serait pas approuvée et homologuée, comme le demande le dit acquéreur.

En foi de quoi, j'y ai apposé ma signature et le sceau de ladite cour des preuves, ce dix-huitième jour du mois d'octobre A. D. 1836.

W. F. C. DUPLESSIS,
20 oct—4 Régister des Testaments.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour du Premier District Judiciaire.—L'Etat de la Louisiane, à tous ceux que ces présentes concernent, salut :

Attendu que Noël Barthelemy Le Breton ayant acheté à une vente faite par le shérif de la paroisse d'Orléans, un des prédécesseurs de ce dernier, de la propriété ci-après décrite, s'est adressé au Greffe de cette Cour où la dite vente fut enregistrée le 11ème. jour de Juillet de l'année 1835, pour un avis conformément à un acte de la Législature de l'Etat de la Louisiane, intitulé "Acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes judiciaires" approuvé le 10 Mars 1834, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner de